

DECRET N° 92-307 du 16 Novembre 1992

Portant Convocation du Corps électoral et Organisation de l'Election des Membres de l'Assemblée Consulaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT,  
CHEF DU GOUVERNEMENT,

- VU la Loi N° 90-032 du 11 Décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
  - VU la Loi N° 92-022 du 6 Août 1992 portant institution d'une Chambre de Commerce et d'Industrie en République du Bénin ;
  - VU la Décision N° 91-042/HCR/PT du 30 Mars 1991 portant proclamation des résultats définitifs du deuxième tour des élections présidentielles du 24 Mars 1991 ;
  - VU le Décret N° 91-176 du 29 Juillet 1991 portant composition du Gouvernement ;
  - VU le Décret N° 92-61 du 10 Mars 1992 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère du Commerce et du Tourisme ;
  - VU le Décret N° 92-302 du 5 Novembre 1992 portant approbation des Statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin ;
  - VU le Décret N° 92-306 du 16 Novembre 1992 modifiant dans le cadre des Elections de Décembre 1992, les dispositions des Articles N°s 49 et 63 du Décret N° 92-302 du 5 Novembre 1992 portant approbation des Statuts de la Chambre ;
- SUR Proposition du Ministre du Commerce et du Tourisme ;
- LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 11 Novembre 1992.

DECRETE :

Article 1er.- Tous les Opérateurs Economiques exerçant en République du Bénin, sont invités à procéder le Dimanche 20 Décembre 1992, à l'élection des Membres de l'Assemblée Consulaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin.

Article 2.- Seuls les Opérateurs Economiques inscrits sur la liste électorale ou munis d'une Ordonnance prescrivant leur inscription sur cette liste, sont autorisés à voter conformément aux dispositions des Statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin.

Article 3.- Un bureau de vote est à cette occasion, ouvert au Chef-Lieu de chaque Circonscription Urbaine ou Sous-Préfecture de tous les Départements de la République du Bénin.

Article 4.- Les équipes chargées de l'organisation du vote dans chaque Circonscription Urbaine ou Sous-Préfecture sont composées de quatre (4) Membres :

- Président : Le Chef de Circonscription Urbaine ou Sous-Préfet ou son Représentant,
- Assesseurs : \* un fonctionnaire désigné par le Préfet de Département,  
\* un opérateur économique non candidat désigné par le Préfet de Département,  
\* un magistrat.

Article 5.- Le bureau de vote sera ouvert à 8 heures et fermé à 18 heures.

Article 6.- Un exemplaire de la liste nationale des inscrits établie à partir des listes arrêtées par Circonscription Urbaine ou Sous-Préfecture sera mis à la disposition de chaque bureau de vote.

Article 7.- Tout électeur pourra voter dans le bureau de la localité dans laquelle il se trouvera le jour du scrutin sur présentation de sa carte d'électeur ou d'une Ordonnance du Président de la Juridiction civile prescrivant son inscription sur la liste électorale.

En ce qui concerne l'élection des représentants de Département à l'Assemblée Consulaire, nul ne peut voter en dehors de son Département de résidence.

Article 8.- Toutes les opérations électorales se dérouleront conformément aux dispositions des Statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin, relatives à l'élection des Membres de l'Assemblée Consulaire.

Article 9.- Les dépenses qui pourraient être occasionnées par les élections sont à la charge de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin. Elles seront payées sur la base du mémoire que devront produire les Présidents des équipes chargées du déroulement du vote.

Article 10.- Le Ministre du Commerce et du Tourisme, le Ministre de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises, le Ministre des Travaux Publics et des Transports, le Ministre de la Justice et de la Législation et le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent Décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à COTONOU, le 16 Novembre 1992

par le Président de la République,  
Chef de l'Etat,  
Chef du Gouvernement,

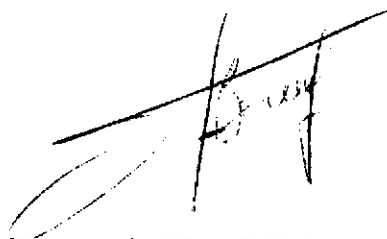
Nicéphore SOGLO

Le Ministre d'Etat, Secrétaire Général  
à la Présidence de la République,



Désiré VIEYRA

Le Ministre du Commerce  
et du Tourisme,



Bernard HOUEGNON

Le Ministre de l'Industrie et  
des Petites et Moyennes  
Entreprises,



Florentin MITO-BABA.-  
Ministre intérimaire

.../...

Le Ministre de la Justice  
et de la Législation,



Yves YEHOUESSI

Le Ministre de l'Intérieur, de  
la Sécurité et de l'Administra-  
tion Territoriale,



Richard ADJAHO

Ampliations : PR 6 AN 4 CS 2 MESGPR 4 MCT 4 MIPME 4 MJL 4 MISAT 4  
MTPT 4 MF 4 SGG 4 DB-DCF-DSDV-DTCP-DI 5 DPE-INSAE 2 DLC-IGE-DCCT-  
GCONB 4 UNB-FASJEP 2 ENA-CSM-DAN-BN 4 JORB 1.-